

Le conflit colombien aujourd'hui : entre l'échange humanitaire et la crise colombo-vénézuélienne

Leila Celis*

Le 4 février 2008, des manifestations dans différents pays, et notamment à Montréal, ont eu lieu sous le slogan « Plus d'enlèvements, plus de mensonges, plus de morts, plus de FARC »¹. Pourtant, ces manifestations n'étaient ni en faveur de la paix, ni ne prenaient en considération les crimes commis par les paramilitaires. Elles comptèrent toutefois sur une énorme mobilisation des médias colombiens pour les convoquer. Bien qu'il soit possible de faire différentes analyses du résultat de ces mobilisations, deux constats s'imposent dans le contexte actuel. D'abord, la mobilisation contre les FARC vient rappeler que la société colombienne est extrêmement polarisée. Ensuite, il apparaît peu probable que le gouvernement ne s'engage dans la recherche d'un accord humanitaire et encore moins d'une solution politique au conflit armé.

Le paradoxe de cette situation est que, depuis le 10 janvier dernier, à l'instigation du Président vénézuélien Hugo Chávez, les FARC-EP ont libéré cinq otages sur une quarantaine qu'elles détiennent toujours, dont Ingrid Betancourt. Alors que ce geste unilatéral aurait pu servir comme point de départ à des démarches pour obtenir un accord humanitaire attendu depuis une décennie², il eut un effet très différent, voire opposé : les relations diplomatiques entre la Colombie et le Venezuela entrèrent dans une crise pendant que le gouvernement colombien insistait pour minimiser le caractère politique du conflit et continuait à qualifier la guérilla d'organisation terroriste.

Pour bien comprendre la situation, il faut, d'un côté, tenir compte du fait que les présidents Chávez et Uribe sont aux antipodes de l'échiquier politique et, de l'autre, que le gouvernement Uribe a promis à son opinion publique de gagner la bataille contre le terrorisme sans lui faire de concessions. Cette ligne politique a été la constante des deux mandats du président Uribe (2002-2006 ; 2006-2010). En

* L'auteure est candidate à la maîtrise en science politique à l'UQAM.

¹ Les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie-Armée du Peuple (FARC-EP par son abréviation espagnole) est l'organisation *guerrillera* la plus importante en Colombie, avec environ 12 000 combattants. Elle est née en 1964, la même année où l'Armée de Libération Nationale (ELN) apparaît. Cette dernière compte 7 000 combattants. Ayant des différences dans leur conception stratégique et dans leurs caractéristiques et capacités militaires, par ailleurs les deux organisations se déclarent marxistes.

² L'objectif des FARC serait la concrétisation d'un accord *bilatéral*. La libération unilatérale de la part des FARC comme de la part du gouvernement a cependant eu des résultats : rappelons les 300 otages que les FARC ont libéré lors de l'administration Pastrana et les 150 guérilleros que le gouvernement d'Uribe a libérés plus récemment.

témoignent, outre le refus de reconnaître le bien-fondé du conflit, les différentes allocutions présidentielles qualifiant les FARC de terroristes et les comparant aux nazis, ainsi que des mesures comme la récente création d'un fonds de 100 millions de dollars pour récompenser les déserteurs de la guérilla. Ainsi, Uribe a déjà déclaré que « la libération des otages doit s'obtenir sans que cette dernière ne nuise à la politique de Sécurité Démocratique, car cela ne ferait que renforcer la capacité des terroristes de séquestrer »³. Quant au président vénézuélien, il propose plutôt de conférer un statut politique aux FARC. Ce sont ainsi deux visions antithétiques du conflit qui se trouvent au cœur de ces impasses.

L'impasse de l'accord humanitaire

Pour les FARC-EP, l'échange humanitaire ne peut avoir lieu sans la reconnaissance d'un statut d'organisation belligérante qu'elles avaient déjà réussi à obtenir de la part de l'État colombien. On accède donc ici à un terrain politique où les FARC sont en recul depuis que les États-Unis et l'Union européenne les ont incorporés à leur liste des organisations terroristes. Leur offre est claire : elles proposent au gouvernement l'échange de 41 otages contre 400 guérilleros détenus en prison. La liste des otages « échangeables » inclut des soldats et des policiers, que les FARC appellent des prisonniers de guerre, ainsi que des politiciens et trois ressortissants américains. De plus, les FARC exigent que cet échange de prisonniers se fasse en territoire colombien à la suite d'un processus de négociation avec le gouvernement à l'intérieur d'une région de 800 km² au sud-ouest de la Colombie, qui serait démilitarisée pendant 45 jours.

Pour le président colombien, accepter une négociation avec les FARC irait à l'encontre

³ « Palabras del Presidente Uribe en la Escuela de Cadetes General Santander », le 7 décembre 2007. En ligne : http://web.presidencia.gov.co/discursos/discursos2007/diciembre/santander_071207.html

du discours dont il tire sa popularité. En effet, depuis des années, Uribe a répété à la population que des négociations ne seraient pas nécessaires pour le pays, mais qu'au contraire, elles seraient contre-productives, puisqu'il serait possible d'en finir avec la guérilla.³ Cependant, on n'en assiste pas moins à certains changements dans la position du gouvernement, puisque le président prétend, depuis le 7 décembre 2007, être disposé à accepter une zone dite de « détente », dans une région rurale qui ne devrait pas dépasser la taille de 150 km², ni durer plus de 30 jours. Pour éviter d'avoir à démilitariser cette zone, il propose de choisir une région dépeuplée où il n'y aura pas de forces militaires ou policières. Le Président Uribe insiste aussi sur le fait que la guérilla doit libérer les « 750 séquestrés »⁴ qu'elle détient⁵.

En conséquence, bien que les propositions soient encore loin de converger, l'écart qui sépare les deux parties est moins grand qu'il n'était. Mais qu'y a-t-il derrière ces deux propositions? Sans entrer dans la discussion relative au statut politique de la guérilla, il faudrait, au moins, que l'administration Uribe commence par reconnaître l'existence d'un conflit armé. Que le gouvernement nie l'existence même du conflit semble aller en contradiction avec certains de ses propres actes, dont le recours à un Haut commissaire de la paix⁶. Plus encore, dans une perspective de recherche de solutions, il faudrait prendre en compte le fait que le conflit n'est pas seulement militaire, mais que ses causes politiques et sociales sont

⁴ Il a basé sa première campagne électorale sur cette idée. De plus, régulièrement M. Uribe se présente comme étant « le premier soldat du pays » dans la guerre contre le terrorisme. Le Président colombien a été parfois qualifié de néo-populiste. Sur les traits néo populistes de sa politique de Sécurité Démocratique, voir : De la Torre, Cristina. « Álvaro Uribe, neopopulista » En línea:

<http://www.revistanumero.com/44/uribe.htm>

⁵ Déclaration du Président Alvaro Uribe, le 7 décembre 2007, reportée par l'hebdomadaire colombien *Semana*. Disponible : http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=108161 (Consulté le 1 février 2008).

⁶ Uprimny, Rodrigo. « ¿Existe o no conflicto armado? ». Dans : *Mas allá del embrujo, tercer año de gobierno de Alvaro Uribe Vélez*, septembre 2005, Bogota, p. 135.

profondément ancrées dans l'histoire du pays et que, par conséquent, il ne pourra être résolu à travers de simples démobilisations de combattants et moins encore par la seule voie militaire. L'histoire du pays est tristement claire à ce sujet : déjà, en 1957, à la fin de *La Violencia*⁷, 20 000 guérilleros libéraux avaient déposé leurs armes. Les guérillas marxistes, qui apparaissent en 1964, ont été durement frappées par les différents gouvernements sans parvenir à les faire disparaître, et cela malgré les 10 démobilisations successives depuis 1984. Alors que les guérillas sont toujours actives 43 ans après leur apparition, il demeure tout de même étonnant que la classe dirigeante continue toujours d'avoir recours aux mêmes méthodes en réponse au conflit et qu'elle ne soit pas capable de rompre avec le passé afin de promouvoir une paix durable.

À une plus petite échelle, le traitement du dossier des otages reflète la façon générale dont les protagonistes envisagent une solution au conflit. C'est pour cela qu'avec la libération de Clara Rojas et de Consuelo González, le 10 janvier dernier, l'espoir des otages, de leurs familles et de toute la Colombie reprenait le dessus. Dans cette conjoncture, il a semblé possible tout à coup de séparer les questions politiques des questions purement humanitaires. Du point de vue humanitaire, la voie semblait s'ouvrir à un prompt retour des otages. Du point de vue politique, il y avait toutefois assez d'éléments de doute pour ne pas se faire de fausses illusions. Sur la question de la libération des otages, tout comme pour le règlement du conflit, deux propositions s'affrontaient : celle de l'échange humanitaire et celle de la libération par la voie militaire. Ces deux options s'appuyaient sur des options politiques difficilement conciliables. Qui plus est, les causes humanitaires semblaient avoir peu d'importance, tant pour les FARC que pour l'État colombien.

⁷ De 1945 à 1958 la Colombie a vécu une véritable guerre civile qui a coûté la vie à plus de 200 000 personnes et que l'on connaît sous le nom de *La Violencia*.

La polarisation de la société colombienne est un facteur important dans le traitement accordé aux échanges humanitaires. À ce sujet, il faut préciser que cette polarisation n'oppose pas les Colombiens qui sont en faveur et ceux qui sont contre les FARC. En réalité, seulement deux ou trois pour cent des Colombiens sont en faveur de la guérilla⁸. La véritable polarisation existe entre les tenants d'une solution militaire et les tenants d'une solution politique et sociale au conflit. Les premiers plaident pour des politiques musclées, voire pour une issue militaire au conflit, ce qui entraînerait une légitimation, plus ou moins ouverte, de tous les moyens pour éradiquer la guérilla, dont l'action paramilitaire et les « restrictions à la démocratie »⁹. Toutefois, les idéologues de cette option ne se trouvent pas seulement dans les rangs militaires, ils rallient également un secteur important de la classe politique, des entrepreneurs, des intellectuels, ainsi qu'une bonne partie de la population. Pour cette dernière, la guérilla est assimilée à une bande de criminels qui n'agit plus pour des raisons politiques, mais pour des raisons économiques, principalement liées à la rentabilité du narcotrafic. Le président Alvaro Uribe, qui se préparerait déjà à briguer un troisième mandat¹⁰, est le principal représentant de cette vision.

⁸ Pécaut, Daniel. 2006. « Les FARC: longévité, puissance militaire, carences politiques ». *Herodote*. P. 9-40.

⁹ Ces restrictions se sont matérialisées, entre autres, par la voie de détentions massives, la juridisation d'un grand nombre de leaders sociaux et les signalements réalisés par l'exécutif contre les organisations de droits humains et les dirigeants politiques d'opposition. Voir : Corporación Nuevo Arco iris (Observatorio del Conflicto Armado), « *Paramilitares y políticos. Los caminos de la alianza entre los paramilitares y los políticos* ». Février 2007. En ligne: [http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/\(httpDocuments\)/32203708412384D9C12572C800372C15/\\$file/Informe+final+para-pol%C3%ADtica.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/(httpDocuments)/32203708412384D9C12572C800372C15/$file/Informe+final+para-pol%C3%ADtica.pdf)

¹⁰ M. Uribe fut élu pour la première fois en 2002 pour une période de quatre ans. Durant son premier mandat, une réforme constitutionnelle fut approuvée pour permettre une réélection en 2006. Il a déjà fait allusion à la possibilité de se présenter comme candidat à une troisième élection, ce qui reste une question très controversée et qui exigerait une nouvelle réforme constitutionnelle.

Pourtant, pour les Colombiens qui souhaitent une solution politique et sociale au conflit, il est inadmissible d'endosser l'utilisation de tous les moyens dans la croisade contre la guérilla. Ceci n'est pas une posture politique «antipatriotique», malgré le fait que le président ait redoublé les efforts pour populariser cette idée¹¹. Les partisans de cette lecture de la réalité sont les défenseurs des droits humains, les paysans habitant les zones de conflit et, de façon plus générale, des secteurs de la société, comme le parti unitaire de la gauche, le Pôle Démocratique Alternatif, entre autres. Ils n'appellent pas le gouvernement à cesser sa politique offensive contre la guérilla, mais plutôt à distinguer ses cibles : la population civile ne doit pas être attaquée sous prétexte de la poursuite d'une lutte antisubversive. En effet, par ces actions, l'État et les groupes paramilitaires¹², qui agissent souvent sous ses ordres, violent les droits de l'homme tout autant, sinon davantage que la guérilla.

Dans ce contexte de polarisation, force est de constater qu'il n'existe pas une véritable politique d'État pour mettre fin au conflit armé. Par conséquent, les actions entreprises par les différents gouvernements sont conçues en fonction des échéances électorales, et elles ne permettant pas de répondre au besoin urgent d'ouvrir la voie vers la paix, mais plutôt aux besoins conjoncturels des candidats ou des gouvernements.

¹¹ Voir : Rave, Jorge Andres. « Elecciones parlamentarias en Colombia: ¿reconfiguración del espectro político colombiano o reafirmación del proyecto político uribista? » *Chroniques des Amériques*, No. 06-20 (mai 2006), p. 6. En ligne : http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/chronique_Rave_20_06_bis.pdf

¹² Sous l'administration Uribe, un total de 41 000 paramilitaires se sont démobilisés. Le cadre juridique de cette démobilisation stipule que seulement les paramilitaires qui avaient déjà un processus judiciaire seraient poursuivis en justice, ce qui fait que seuls 67 des membres de ces organisations font actuellement face à des charges criminelles. De plus, le processus de démobilisation n'a pas été suivi par un démantèlement des structures qui ont servi à créer, financer et protéger le paramilitarisme. De lors, il n'est pas étonnant que le phénomène du paramilitarisme continue à être présent sur la scène nationale, où de nouveaux groupes apparaissent dans plusieurs régions du pays sous le nom d'*Aguilas Negras*.

Dans les faits, autant la situation des otages que celle des prisonniers est extrêmement pénible. Si les guérilleros en prison sont entassés, transférés arbitrairement et harcelés par le personnel pénitentiaire, il va sans dire que les conditions de vie des otages que détient la guérilla sont particulièrement difficiles et marquées par la peur, la précarité, l'instabilité et l'isolement. Mais surtout, les conditions auxquelles les otages sont exposés sont dangereuses, compte tenu de l'état de confrontation qui prévaut entre les forces armées colombiennes et la guérilla. De plus, tout semble indiquer que le secrétariat des FARC a donné l'ordre d'exécuter les otages en cas de tentative de sauvetage par l'armée¹³, et tout porte à croire que c'est dans ce contexte que, le 18 juin 2007, 11 députés que les FARC détenaient en captivité depuis 2002, ont perdu la vie¹⁴. Le sort des otages demeure alors suspendu à la décision du gouvernement de les libérer militairement et à celle d'accepter un échange humanitaire.

La participation du Venezuela à la recherche d'un échange humanitaire et la crise bilatérale

Au début de son mandat, le Président Uribe privilégia la libération des otages par la force avec des résultats très contestés¹⁵. Par contre, lors de son deuxième mandat, les voix appuyant un accord humanitaire recommençant à prendre de l'ampleur, Uribe accepta la médiation du président

¹³ Voir entrevue de l'hebdomadaire *Semana* avec alias « Martin Sombra », guérillero des FARC récemment détenu par les autorités colombiennes. En ligne : http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=109814, le 1 mars 2008.

¹⁴ Les détails de cet épisode restent encore à éclaircir : les FARC ont dit qu'elles avaient été attaquées par un groupe non identifié, alors que le gouvernement a accusé les FARC d'avoir assassiné les députés à sang froide. De plus, certains journalistes ont affirmé qu'il se serait agi d'une action paramilitaire dans le but de récupérer les otages. Sur cette version voir: Matta, Luis Alberto « *Después de la tragedia que no anide la indiferencia* », juillet 2007. En ligne : <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=52979>)

¹⁵ En 2003, les opérations de sauvetage militaire coûtèrent la vie au gouverneur d'Antioquia, Guillermo Gaviria, à l'ex-ministre Gilberto Echeverri Mejia, ainsi qu'à huit autres otages.

vénézuélien Hugo Chávez, suite à la demande des familles des otages.

Durant les cinq dernières années, les relations bilatérales entre la Colombie et le Venezuela ont traversé plusieurs crises, au cours desquelles le gouvernement vénézuélien a dénoncé, entre autres, l'incursion en territoire vénézuélien des groupes paramilitaires, afin d'y enlever des citoyens colombiens¹⁶, ainsi que des conspirations contre Chávez lui-même¹⁷. Ces incidents ont toujours trouvé une solution diplomatique concertée principalement entre les deux chefs d'État, qui ont ainsi développé un rapport personnel dont l'efficacité a été prouvée lorsqu'il s'est agi de désamorcer les tensions bilatérales. Malgré ces incidents, et peut-être même à cause de ces derniers, le Président vénézuélien Hugo Chávez avait le profil idéal pour occuper la fonction de médiateur dans l'échange humanitaire : son projet de révolution bolivarienne et ses nombreuses attaques et dénonciations contre « l'impérialisme étatsunien » lui ayant attiré la sympathie des FARC. Ces éléments furent sûrement pris en compte par le Président Uribe dans l'acceptation des bons offices de son homologue vénézuélien.

Le travail conjoint du Président vénézuélien et de la sénatrice colombienne de l'opposition, Piedad Córdoba¹⁸, également

¹⁶ Ou encore les pots-de-vin payés par les militaires colombiens à leurs homologues vénézuéliens afin de rapatrier des colombiens illégalement. Le cas le plus connu est de Rodrigo Granda (membre des FARC) qui fut capturé en territoire vénézuélien, afin d'être remis aux autorités colombiennes. Ce dernier a été libéré par le gouvernement colombien à l'été 2007 et envoyé à Cuba grâce à l'intervention du gouvernement français.

¹⁷ En 2004 plusieurs présumés paramilitaires furent capturés dans les alentours de Caracas. Les faits furent dénoncés par Chávez comme faisant partie d'un complot contre sa vie. D'autres arguments semblables ont été exposés publiquement par le président vénézuélien lors des émissions « Allô président ». À cette série d'incidents il faut ajouter celui plus récent, déclenché par l'incursion des troupes colombiennes dans le territoire équatorien le 1^{er} mars 2008, dans laquelle 20 guérilleros des FARC furent tués, dont Raúl Reyes du Secrétariat des FARC ainsi que 4 citoyens mexicains et 1 équatorien.

¹⁸ Mme Córdoba avait déjà demandé la participation du Président Chávez en faveur de la libération des otages en 2007

autorisée par le gouvernement colombien à travailler en faveur d'un accord humanitaire, fut autant polémique qu'efficace. Il suscita l'optimisme chez les familles des otages et certains secteurs de la communauté internationale, notamment en France. Il permit aussi de recevoir des preuves de vie de certains des otages.

Toutefois, ladite médiation n'aura duré qu'une centaine de jours. Commencée en août 2007, le Président Alvaro Uribe la désavoua publiquement, le 22 novembre 2007, selon la version officielle, suite à un appel téléphonique non autorisé de Chávez au commandant de l'armée colombienne. D'autres versions insistent, néanmoins, sur le fait que le gouvernement colombien ne se serait pas vraiment jamais engagé dans l'échange humanitaire. Sous l'administration Uribe, les efforts diplomatiques ont visé à réduire l'espace politique des FARC, en lien avec une vaste offensive militaire, qui ne serait que la prolongation logique du Plan Colombie¹⁹. Dans ce contexte, il est clair que l'intermédiation de Chavez aura permis aux FARC de récupérer une certaine visibilité sur la scène internationale, ce qui était en franche opposition avec les attentes d'Uribe²⁰.

Quelques semaines après que Chávez eut été désavoué par Uribe, les FARC annonçaient leur intention de libérer unilatéralement, avec l'appui de Chávez, Clara Rojas, son fils Emmanuel –conçu et né en captivité– et Consuelo González. Les aspects médiatiques et logistiques de ces libérations, qui peuvent sembler anecdotiques ou insignifiants, se transformèrent en éléments essentiels et constituèrent la base de la nouvelle

¹⁹ Voir : Jorge Andrés Rave. « Le Plan Colombie : bon pour la Colombie ou bon pour les États-Unis ? », *Points de mire*, vol. 8, no. 4, 12 avril 2007. En ligne : <http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Colombie.pdf>

²⁰ Uribe l'a très bien résumé quand, après les déclarations de Chávez en faveur de la guérilla, il a dit « nous avons besoin de médiateurs contre le terrorisme, pas de légitimateurs du terrorisme » Voir : Armando Neira, « Gravísima crisis binacional: Chávez congela relaciones y dice que Colombia merece otro presidente; Uribe lo acusa de legitimar el terrorismo » , le 25 novembre 2007. En ligne : www.semana.com

conjoncture politique. Quand tous les préparatifs pour la libération furent mis en place par le gouvernement vénézuélien et la Croix Rouge, le Président Uribe révéla que le fils de Clara Rojas n'était plus entre les mains des FARC, mais dans un centre de protection pour enfants à Bogota. Considérant que les FARC s'étaient engagées publiquement à libérer Emmanuel sans l'avoir en main, cette révélation mina évidemment leur crédibilité. Toutefois, au milieu de ces vicissitudes, Clara et Consuelo n'en furent pas moins libérées, le 10 janvier 2008.

Alors Chávez déclara publiquement que la guérilla colombienne, soit les FARC et l'ELN, représentaient un projet politique aux yeux de son gouvernement, ce qui rendait absolument inapproprié le qualificatif de «terroristes». Le président Uribe répondit en accusant Chávez de légitimer le terrorisme. Après quoi le président Chávez qualifia son homologue colombien de « mafieux », ajoutant qu'« Uribe a des connexions avec le paramilitarisme, mais les États-Unis le protègent car il est leur pion »²¹. Quelques jours plus tard, Chavez affirma que les États-Unis tentaient de provoquer une confrontation entre la Colombie et le Venezuela, afin d'achever le coup d'État manqué en avril 2002 contre son gouvernement²². Au niveau des relations bilatérales entre les deux pays, ces faits peuvent se lire comme de simples déclarations démagogiques. Quoi qu'il en soit, cela n'en mériterait pas moins une analyse à part. Il en résulte que la crise initiée à partir de la libération des otages

provoqua des prises de positions qui semblent aujourd'hui difficiles à concilier. De fait, cette tension bilatérale ne favorise ni la libération des otages ni un accord humanitaire.

Polarisation politique : quelle place pour les négociations?

Après la libération de Consuelo et de Clara, les FARC annoncèrent que trois autres otages seraient libérés en coordination avec Caracas, compte tenu de leur piètre état de santé, ce qui est advenu le 28 février. La libération unilatérale de prisonniers est généralement considérée comme un geste de bonne volonté dans les conflits et, par conséquent, comme un bon moyen d'enclencher le dialogue entre les parties. Ce geste n'a pas eu du tout le même effet dans une société colombienne très polarisée : la mobilisation du 4 février dernier contre les FARC a démontré l'énorme capacité de l'appareil médiatique colombien de mettre la population au diapason de la politique de « Sécurité Démocratique » du président Uribe, caractérisée par son aspect militariste et conservateur. Ces manifestations furent comprises par l'opposition politique et par les médias nationaux²³ comme un référendum en faveur de la confrontation militaire prônée par Uribe, mais aussi comme un geste d'appui au président dont les démarches pour obtenir un troisième mandat avancent depuis lors à grands pas²⁴.

Il est difficile d'envisager le conflit colombien et la situation des otages avec optimisme. Leur libération ne changera guère le conflit, si ce n'est que pour les otages eux-mêmes et leurs familles, comme l'a bien signalé l'analyste colombien Antonio Caballero²⁵. Du point de vue humanitaire, les échanges sont importants, mais du point de vue politique et des

²¹ Déclaration lors de l'émission télévisée "Allô président" du dimanche 20 janvier, rapportée par BBC News in http://news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/latin_america/newsid_7199000/7199428.stm

²² Le coup d'État en question a écarté Chávez du gouvernement pendant deux jours. Le gouvernement étatsunien avait déjà reconnu le Président putschiste lorsque des mobilisations massives obligèrent à libérer Chávez et lui permirent de rétablir son gouvernement. Chavez a affirmé récemment que les visites en Colombie, dans la même semaine, de la Secrétaire d'État Condoleeza Rice, du Tsar antidrogue John Walter et du Chef de l'État major conjoint des États-Unis, Michael Mullen, avaient pour objectif d'attaquer le Venezuela.

²³ Voir déclarations du Polo Democrático Alternativo, ainsi que l'hebdomadaire Semana et le journal El Tiempo.

²⁴ Bien que le président Uribe ait adopté une posture apparemment désintéressée dans cette postulation, il n'a pas désavoué le prosélytisme que les partis politiques comme La U font en sa faveur.

²⁵ Voir : www.semana.com, janvier 2008.

perspectives que ce conflit représente, les échanges ou les libérations unilatérales d'otages n'ont pas une grande incidence.

Si un accord humanitaire visant la libération d'otages paraît à ce jour tellement inaccessible, la situation est encore plus sombre si l'on regarde d'autres aspects de ce conflit qui dure depuis plus de 40 ans. Le drame des otages est, sans doute, un des aspects les plus médiatisés du conflit, mais plusieurs autres sont passés sous silence. Par exemple, les déplacements systématiques et forcés dont des communautés entières sont victimes par suite de l'action des paramilitaires, très souvent avec l'appui des forces armées, par la guérilla ou simplement comme résultat de la confrontation entre différentes factions.

Mais c'est précisément parce que la défaite militaire de la guérilla s'avère encore lointaine et que la solution négociée du conflit ne semble pas plus proche, qu'il faut mettre l'accent sur l'importance d'un accord humanitaire. Il faut redoubler d'efforts autant pour la libération des otages que pour le respect du droit international en ce qui a trait au respect de la population civile, au contrôle des armes et, de façon plus générale, à la régulation du conflit.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'Études sur l'intégration et la Mondialisation (CEIM).